

Syndicats

MENACE D'UN "CONFLIT MAJEUR" SUR LES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES



Les organisations syndicales dénoncent en chœur la perspective d'un blocage de l'avancement des fonctionnaires. Une piste semble-t-il écartée par le gouvernement, bien qu'elle permettrait à l'État d'économiser 1,2 milliard d'euros.

Gare à un "conflit majeur" avec les agents publics ! À l'image de l'Unsa, les syndicats de la fonction publique sont sur le qui-vive depuis la publication dans *Les Échos* et dans *Le Figaro*, jeudi 6 février, d'informations attribuant au ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, l'intention de geler l'avancement et la promotion des fonctionnaires. Une perspective – immédiatement démentie par le ministre – qui a fait bondir les organisations syndicales.

Le gouvernement a-t-il voulu tester l'opinion sur cette mesure qui permettrait à l'État d'économiser 1,2 milliard d'euros ? *"La CFDT n'acceptera aucune mesure qui vienne accroître la baisse du pouvoir d'achat des agents de la fonction publique déjà enregistrée depuis cinq ans"*, balaye le syndicat dans un communiqué publié le 6 février. La CFDT rappelle que lors de ses vœux aux fonctionnaires, le 23 janvier, Jean-Marc Ayrault s'était engagé à redonner quelques perspectives aux agents. *"Toute nouvelle atteinte au pouvoir d'achat serait un reniement de cet engagement."* Et cela *"augurerait mal des négociations qui doivent s'ouvrir au printemps prochain sur les carrières et les rémunérations"*.

"Gratter partout sur le dos des fonctionnaires"

"On a la démonstration qu'ils vont essayer de gratter partout et sur le dos des fonctionnaires les fameux 53 milliards, s'est agacé Christian Grolier (FO) auprès de l'AFP, alors que les gens sont arrivés au bout du rouleau." Le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, a, lui, jugé fort probable que les services de Bercy et de l'Éducation nationale aient *"mis les machines en route"* pour voir combien cela pourrait rapporter. Pour Bernadette Groison (FSU), *"toutes les rumeurs circulent"* car *"personne ne sait aujourd'hui comment le gouvernement compte s'y prendre pour réduire encore la dépense publique"*.

Les syndicats avancent donc unis. Dans un courrier commun adressé fin janvier à Jean-Marc Ayrault, 8 organisations avaient déjà demandé au gouvernement d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser les salaires des agents publics. Un mécontentement croissant auquel a tenté de répondre le ministre du Budget, Bernard Cazeneuve.

Dans un entretien avec l'AFP, vendredi 7 février, il reconnaît que *"les fonctionnaires ont déjà fait beaucoup d'économies"* avec la stabilisation du point d'indice et des effectifs. Plutôt que d'évoquer de possibles économies, Bernard Cazeneuve souligne des *"redéploiements possibles, des réorganisations"* auxquels il faut associer les fonctionnaires, parce que, dit-il, *"ils sont désireux de participer à une réforme de l'État qui fasse monter en gamme le service public"*.

Bref, un certain flou demeure sur la stratégie du gouvernement en matière de rémunérations des agents publics. Séduisante d'un point de vue budgétaire, la perspective de bloquer leur avancement semble politiquement très risquée. La réduction des mesures catégorielles (primes), dont l'enveloppe a déjà été divisée par deux en 2013, et celle des avantages sociaux devraient en revanche se poursuivre. Et le gel du point d'indice sera maintenu encore quelque temps...

Sylvain Henry